

Comment les otages du Bénin ont été libérés

Deux militaires français sont morts dans une opération de sauvetage complexe au Burkina Faso

Quatre otages retenus au Sahel, dont deux Français enlevés le 1^{er} mai au Bénin, ont été libérés dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé l'Élysée dans un communiqué, vendredi 10 mai. Outre les Français, Laurent Lassimouillas et Patrick Picque, une citoyenne américaine et une ressortissante sud-coréenne ont été libérées lors d'une opération militaire menée dans le nord du Burkina Faso par l'armée française.

Au cours de cette opération, deux officiers mariniers français, relevant du commandement des opérations spéciales, ont été tués. Les deux militaires, les maîtres Cédric de Pierrepont, 33 ans, et Alain Bertoncello, 28 ans, étaient respectivement chef de groupe et membre du commando Hubert, l'unité d'assaut de Saint-Mandrier (Var) composée de nageurs de combat.

Emmanuel Macron, qui « s'incline avec émotion et gravité devant le sacrifice de nos deux militaires », présidera une cérémonie d'hommage national mardi 14 mai à 11 heures aux Invalides. La ministre des armées, Florence Parly, a salué un « véritable exploit » de l'armée française. « Quatre vies ont été sauvées cette nuit, quatre vies entre les mains de terroristes », a-t-elle déclaré.

Le chef de l'État devait accueillir les deux ex-otages français, ainsi que la ressortissante sud-coréenne, à leur retour en France, prévu samedi à 17 heures à Villacoublay. Les deux Français libérés étaient des touristes partis en safari dans le parc de la Pendjari, dans le nord du Bénin. Le corps de leur guide, défiguré, a été retrouvé dans le parc de la Pendjari quelques jours plus tard.

Une traque de trois jours

L'opération de libération, conduite par la force française au Sahel « Barkhane » et la task force Sabre – son volet forces spéciales –, a mobilisé de très importants moyens : une vingtaine de commandos Hubert spécialisés dans la récupération d'otages, des drones français et des moyens de renseignement américains, plusieurs hélicoptères, des relais logistiques tout au long du parcours fournis par l'armée du Burkina, et même « des moyens de chirurgie de l'avant [d'urgence] engagés depuis la France », a précisé le chef d'état-major des armées, le général François Lecointre.

Un responsable français expli-

que au Monde que, lorsque l'opération militaire a été déclenchée, les otages étaient « en transit au Burkina Faso, l'intention des ravisseurs étant de les emmener au Mali ». Son déroulé a été dévoilé lors d'une conférence de

presse par le général Lecointre. Les autorités françaises suivaient l'évolution des ravisseurs depuis plusieurs jours. « Dès l'annonce de la disparition des deux Français, il y a eu, par des moyens de la Direction du renseignement militaire [DRM], avec l'appui de nos alliés américains et en liaison avec les Burkinabés, un ensemble de moyens mis en place pour acquérir du renseignement », a-t-il détaillé.

Une mise en place « complétée par une opération discrète menée

le 7 mai par les forces spéciales françaises ». La traque a alors commencé au nord du Burkina et sur de longues distances. Tant que le convoi était mobile, « il était impossible d'agir », a ajouté le haut responsable militaire. Jeudi, le commandement des opérations spéciales a vu les ravisseurs faire halte et a préconisé d'intervenir. L'ordre du président de lancer le raid est intervenu dans la soirée.

Les commandos ont saisi l'opportunité de frapper en raison du risque « de transfèrement de ces otages à une autre organisation terroriste qui agit au Mali et qui est la katiba Macina », ce qui aurait dès lors « rendu impossible d'organiser une quelconque opération de libération », a assuré l'état-major. L'opération a donc été décidée sous forte pression, et son tempo accéléré brutalement. « Nos meilleurs éléments ont été engagés », a salué M^{me} Parly, évoquant « une opération de très grande complexité, d'une rare difficulté ».

Les militaires français se sont infiltrés « dans une zone découverte, par nuit noire sur 200 mètres, malgré la présence d'une sentinelle » en se dirigeant vers les quatre abris du campement, a relaté l'état-major. Ils ont été détectés à une dizaine de mètres, entendant clairement les ravisseurs armer leurs armes, « et ont décidé de monter à l'assaut sans ouvrir le feu pour éviter les pertes parmi les otages ». C'est alors que les deux soldats Pierrepont et Bertoncello ont été tués, chacun dans un abri, presque à bout touchant. Deux ravisseurs se sont enfuis et quatre autres ont été abattus.

La présence de deux autres otages n'avait pas été anticipée : « Les services ont procédé à un temps d'observation qui a permis d'acquie-

rir la forte présomption de la présence de nos deux ressortissants. La présence des deux autres otages a été une bonne surprise, mais cette opération est un demi-succès en raison de la perte de deux soldats », précise le responsable déjà cité.

Frustrations

« Personne n'avait connaissance de leur présence », a confirmé la ministre des armées lors de la conférence de presse. Les deux femmes étaient otages « a priori depuis vingt-huit jours », a précisé le chef d'état-major, sans que l'on sache où elles avaient été enlevées. Paris assure que ni les États-Unis ni la Corée du Sud n'étaient informés du rapt de leurs ressortissants.

Les militaires se sont infiltrés « dans une zone découverte, par nuit noire, sur 200 mètres »

Selon un responsable français, les commanditaires de cette prise d'otages appartenaient à la katiba Macina, un groupe djihadiste actif dans le centre du Mali. En novembre 2018, l'armée française avait annoncé avoir « probablement » tué son chef, Amadou Koufa. L'information avait ensuite été confirmée par le gouvernement malien, puis démentie par les faits : Amadou Koufa est réapparu dans une vidéo, et un dernier message diffusé début mai sur les réseaux sociaux lui est encore attribué.

A la tête de la katiba Macina, ce prédicateur radical est devenu ces dernières années une figure du djihadisme au Mali, et par extension au Sahel. Plus qu'un chef militaire, Amadou Koufa – un pseudonyme – est un guide spirituel, catalyseur des frustrations des jeunes de sa région, principalement issus de la communauté peule, frustrations exploitées pour le projet djihadiste global. Agé d'une soixantaine d'années, il est devenu en janvier 2015 le fer de lance de l'insurrection islamiste dans le centre du Mali, désormais principal foyer de tensions de la région. En 2018, plus de 500 civils y ont été tués selon les Nations unies.

Début mars 2017, il apparaît aux côtés du Touareg malien Iyad Ag Ghali et de figures d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'Al-Mourabitoune,

sur une vidéo entérinant la fusion de leurs mouvements au sein du Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans (GSIM). Tous ces hommes se placent alors sous le commandement d'Iyad Ag-Ghali, confirmant une nouvelle fois la stratégie d'ancrage local voulue par les chefs algériens d'AQMI.

Une forme de consécration d'Amadou Koufa a lieu le 8 novembre 2018 avec la publication d'une nouvelle vidéo de propagande où l'homme n'est plus en retrait mais face caméra, flanqué de son mentor et de l'Algérien Djamel Okacha, qui aurait été tué en février par l'armée française. Le prédicateur accuse la France d'avoir envoyé « ses chiens dans le Macina » mais, surtout, son message est pour la première fois clairement destiné à rallier à la cause djihadiste, au-delà de sa région, les Peuls « massacrés parce qu'ils ont élevé le drapeau de l'islam ». « J'en appelle aux Peuls, où qu'ils se trouvent : au Sénégal, au Mali, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Nigeria, au Ghana et au Cameroun », dit-il en fulfulde.

Combat global

Incarnation de cette nouvelle donne djihadiste, qui instrumentalise des problèmes locaux au service d'un combat global, Amadou Koufa n'a jamais revendiqué la moindre attaque en dehors de ses fiefs du centre du Mali. Ses combattants n'avaient, jusqu'à preuve du contraire, jamais enlevé d'Occidentaux.

Selon une source sécuritaire burkinabée, la katiba Macina aurait bien commandité et récupéré les deux otages français, mais le rapt dans le nord du Bénin aurait été mené par des éléments proches de l'organisation Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), opérant dans l'est du Burkina Faso. Cela attesterait que la katiba Macina, pourtant affiliée à Al-Qaïda, possède en outre des liens, déjà établis, avec les djihadistes burkinabés d'Ansarul Islam et avec ceux de l'EI, une organisation pourtant concurrente.

« Il faut faire attention à ne pas calquer les clivages observés au Moyen-Orient sur le Sahel. S'il existe des désaccords, des combattants des deux groupes se mélangent géographiquement et partagent des camps », prévient Yvan Guichaoua, chercheur à l'université du Kent. ■

CYRIL BENSIMON,
SOPHIE DOUCE (À OUAGADOUGOU)
ET NATHALIE GUIBERT



Cotonou, nouvelle victime de la contagion djihadiste

POUR LE BÉNIN, le double enlèvement de Français, le 1^{er} mai dans le parc naturel de la Pendjari, frontalier du Burkina Faso, est une double mauvaise nouvelle. Et leur libération par les forces spéciales françaises, ne change rien. Cet événement a confirmé des craintes exprimées depuis des mois quant à la possibilité de voir les groupes djihadistes descendre vers le golfe de Guinée au fur et à mesure de la déstabilisation du nord puis de l'est du Burkina Faso, elle-même consécutive à celle du centre du Mali.

Selon une source béninoise proche des services de sécurité, « les autorités béninoises ont été averties depuis quelque temps déjà, par Ouagadougou, de l'infiltration d'éléments venus du Burkina Faso ». Ceux-ci auraient franchi la frontière et cherché refuge dans le parc, alors que les opérations militaires s'intensifiaient côté burkinabé en réponse à la multiplication des attaques. Les ministres de la défense et les chefs

d'état-major de la région se sont rencontrés plusieurs fois récemment à ce sujet.

Cette source affirme que deux membres de l'organisation Etat islamique, en lien avec le mouvement nigérian Boko Haram, rebaptisé « Etat islamique-province d'Afrique de l'Ouest », ont été arrêtés au Bénin il y a quelques mois sur la base de renseignements français. Cela n'a jamais été rendu public. « Le Bénin est ainsi devenu une cible », affirme notre interlocuteur.

« Au pied du mur »

Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut Thomas More, rappelait en mars que « plusieurs dizaines de ressortissants des pays du golfe de Guinée ont rejoint ces dernières années des groupes djihadistes ». « Les Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest, écrivait-il dans une note, sont au pied du mur pour élaborer et mettre en œuvre des réponses à même d'endiguer l'extension du djha-

disme. » Dans une vidéo diffusée le 8 novembre 2018, Amadou Koufa, le chef de la katiba malienne du Macina, le groupe qui, selon Paris, détenait les deux touristes français, invitait ainsi au djihad contre le Bénin, entre autres pays.

Les deux Français enlevés ne semblent pas avoir pris de risques particuliers. « Certes, ils étaient dans une zone proche de la frontière avec le Burkina Faso qu'on ne fréquente pas habituellement, explique Eddie Celle, patron d'une agence touristique spécialisée dans les excursions dans cette zone préservée. Mais à cause de la sécheresse, on y emmenait des touristes ces derniers temps. Il y a là des points d'eau où viennent s'abreuver buffles et les éléphants. » A cause de cette même sécheresse, la rivière à la frontière avec le Burkina Faso peut être franchie en voiture. C'est probablement le chemin que les ravisseurs ont emprunté. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT (À COTONOU)